



INTERNET : NOUVEAU MÉDIA ET “FRACTURE NUMÉRIQUE”

Emporté par la déferlante internet, le mouvement des sans-papiers s'est lui aussi doté de son site. Sobre, réactif et informatif, celui-ci a contribué à faire connaître le mouvement dans le monde entier. Mais, comme la gloire médiatique, internet relève souvent de l'éphémère. Le manque de professionnalisation en matière d'information, le caractère virtuel des contacts qui peuvent s'y nouer expliquent en partie l'essoufflement de certains sites. Pourtant, l'information associative passe désormais aussi par là, au risque de voir disqualifiés les victimes de la "fracture numérique".

par **Mogniss H. Abdallah**, agence IM'média

Internet, est-ce vraiment un média ? Cette interrogation fait l'objet d'un débat polémique emmené par le sociologue Dominique Wolton, spécialiste en communication, très remonté contre l'idolâtrie ambiante⁽¹⁾. D'autres s'inquiètent de "l'extase" vis-à-vis de la toile qui, sous couvert de la possibilité d'"interconnecter individuellement tous les membres dispersés de la famille humaine", risque de nous précipiter dans un "monde zéro", sans frontières ni identités⁽²⁾. La traduction concrète en serait une confusion grandissante entre vie privée et espace public, avec pour corollaire une perte de sens de l'existence collective. Armand Mattelart, professeur en sciences de l'information et de la communication à l'uni-

versité de Paris-VIII, désigne quant à lui "les nouvelles formes de l'hégémonie mondiale" transparaissant sous l'idée de "société globale de l'information", et redoute "le danger de poser l'alternative à partir des usages des nouvelles technologies"⁽³⁾.

Malgré ces différentes mises en garde, la frénésie internet s'étend et se démultiplie jusque dans des milieux insoupçonnés. Ainsi, les indigènes zapatistes du Chiapas ont fait sensation en s'emparant des "autoroutes de l'information" pour diffuser à la planète entière leur message contre la mondialisation néolibérale. Sans doute faudrait-il faire la part des choses, entre mythologie et réalités. Mais pourquoi boudier notre plaisir de voir apparaître de nouveaux mythes fondateurs dans un

monde que l'on présume définitivement désenchanté ?

C'est dans ce contexte que surgit, en 1996, la lutte des sans-papiers. Les grands médias couvrent l'événement avec abondance. Après avoir vu le journal télévisé ou écouté la radio, nombre de sans-papiers rejoignent l'église Saint-Ambroise, occupée le 18 mars. Parmi eux, Ababacar Diop et Madjiguène Cissé, les deux futurs porte-parole du mouvement, souvent représentés affublés d'un ordinateur portable ou d'un téléphone mobile. Avec l'aide de

1)- Dominique Wolton, *Internet, et après ?*, Flammarion, Paris, 2000.

2)- Paul Soriano, in *Le Monde interactif*, 30 mai 2001 ; auteur, avec Alain Finkielkraut, de *Internet, l'inquiétante extase*, Mille et une nuits, Paris, 2001.

3)- Cf. *Le Monde interactif*, 28 mars 2001.



journalistes quelque peu complaisants⁽⁴⁾, une nouvelle figure médiatique, celle du militant sans papiers "high tech", va faire florès, avec un réel pouvoir de séduction. Pour compléter le tableau, le mouvement se dote d'un site internet et d'une liste de diffusion, *zpajol*, dont les coordonnées sont scandées dans les "manifs" et consignées dans la presse.

LA CYBERLUTTE DES SANS-PAPIERS

Ababacar Diop va incarner cette image du "cyber-sans-papiers". Comme bagage informatique, il a une expérience de pupitreur de manège au parc d'attractions de Mirapolis et une petite formation d'analyste-programmeur. "Lorsque le site a été lancé, écrit le webmaster Marc Chemillier, *il est intervenu au cours des réunions hebdomadaires des familles pour expliquer le rôle d'internet, et le bénéfice que les sans-papiers pouvaient tirer de cette initiative, entre autres pour faire connaître leur lutte par-delà les frontières. Pendant l'occupation de Saint-Bernard, il lisait les messages de soutien reçus sur internet aux grévistes de la faim pour*

leur remonter le moral. C'est lui qui dactylographiait les tracts des sans-papiers. Il le faisait dans le local de la rue Pajol, où il dormait, à l'aide d'un micro-ordinateur portable qui lui avait été prêté."⁽⁵⁾

Mais l'initiative du site revient à Marc Chemillier. Informati-

Le webmaster entend privilégier le caractère spontané, réactif de zpajol. C'est sans doute là son originalité par rapport à la rigidité des formes de communication "institutionnelles", qui est le lot commun des sites d'organisations plus structurées.

rien spécialisé dans les musiques africaines, lui-même contrarié dans son activité professionnelle par la politique drastique de délivrance des visas, il est outré par l'intransigeance du ministre de l'Intérieur, Jean-Louis Debré, vis-à-vis des demandes de régularisation et des propositions en ce sens d'un collège de médiateurs "mis en scène" par la drama-

turge Ariane Mnouchkine. Il veut "faire quelque chose".

Le 10 juillet 1996, il met en ligne une "adresse au gouvernement" rédigée par les médiateurs, sur un site internet qu'il fait héberger par un serveur privé situé à San Francisco, aux États-Unis. Sa mère, Monique Chemillier-Gendreau, juriste spécialiste de droit international et membre du collège des médiateurs, l'incite à mettre en ligne les travaux de ces derniers, et surtout de lancer un débat sur la législation concernant l'immigration⁽⁶⁾. "Fil", un collaborateur du *Monde diplomatique*, complète la configuration avec la liste de diffusion. Ses abonnés alimenteront ce débat, ainsi que la rubrique "Actualités", la plus visitée du site plusieurs années durant⁽⁷⁾. À travers les connexions internet, plusieurs individualités font

connaissance, constituant une équipe virtuelle. Grâce à des internautes réalisant spontanément des traductions, le site sera décliné en onze langues européennes et africaines. L'émulation internationale fera connaître la lutte des sans-papiers des USA au Japon, et permettra d'inspirer directement des mouvements similaires en Europe, comme la

campagne “Kein Mensch ist illegal” [aucun être humain n’est illégal] en Allemagne.

SI C’EST VRAI, C’EST SUR INTERNET ?

L’un des objectifs assignés au site sera de remédier aux caprices médiatiques et au caractère aléatoire de la circulation de l’information. En effet, la large couverture des événements de l’été 1996 autour de l’église Saint-Bernard a créé une sorte de dépendance perverse vis-à-vis de l’effet miroir des médias. Pour se tenir au courant des derniers développements, les militants, novices ou chevronnés, sont devenus “accros” aux grands médias, perçus comme une sorte de *JO (Journal officiel)* du mouvement. Et pour passer leur “info”, ils ont crû qu’il suffirait de donner un coup de fil à tel ou tel journaliste ayant laissé sa carte au hasard d’une rencontre. Mais voilà, la gloire médiatique est éphémère et les lendemains sans “papier” dans la presse désorientent.

Le site et la liste de diffusion internet eux, ont l’avantage d’être disponibles à tout moment, pour un usage polyvalent : ils permettent une communication en temps réel entre tous les utilisateurs où qu’ils soient, et leur consultation est gratuite, mis à part les frais de

connexion téléphonique. Les dernières informations, régulièrement mises à jour, côtoient des échanges de points de vue contradictoires et des appels à l’aide comme autant de bouillottes à la mer ; surtout, on peut intervenir soi-même sans censure. Par simple effet d’accumulation, le site constitue ainsi une archive de la lutte. Et il s’enrichit progressivement de nombreux documents de réflexion, de textes officiels et d’argumentations juridiques, directement disponibles ou consultables par liens hypertextes. Plusieurs associations – le Gisti, IM’média, le Copaf (Collectif pour l’avenir des foyers), l’Ardhis (Association pour la reconnaissance des droits des personnes homosexuelles et transsexuelles à l’immigration et au séjour), etc. –, dont les pages sont accueillies sur le site, participent à cette embellie. La

sobriété du site, enfin, offre des facilités de téléchargement sur des ordinateurs peu puissants. Une aubaine pour nombre de “technophobes”, professeurs illustres ou citoyens lambda, qui par ce biais font leurs premiers pas sur internet.

Cependant, le site des sans-papiers n’est pas exempt des contradictions induites par le primat des médias officiels sur la production de l’information

4)- D’après un sondage publié dans l’hebdomadaire *Marianne* le 23 avril 2001, à la question “personnellement, êtes-vous pour ou contre la régularisation des sans-papiers”, 38 % des journalistes se déclarent “tout à fait pour”, et 49 % “assez pour”.

5)- Marc Chemillier, “Cyberéflexion du miroir social : un site internet, miroir de la lutte des sans-papiers”, in *Hommes & libertés*, n° 112, janvier-février 2001.

6)- Cf. Monique Chemillier-Gendreau, *L’injustifiable, les politiques françaises de l’immigration*, Bayard, 1998.

7)- Isabelle Saint-Saëns fait état d’environ 500 abonnés de moyenne début 2001. Le site recevrait une centaine de visiteurs différents par jour.



pub

et de la réflexion, et sur la construction de l'image des sans-papiers elle-même. Le fait de mettre en exergue des textes repris des pages "Tribune libre" de *Libération*, de *L'Humanité* ou du *Monde*, et le recours de plus en plus fréquent et spontané, sur *zpjol*, à des articles de journaux ou à des dépêches d'actualité d'agences de presse tend à prolonger l'adage populaire "si c'est vrai, c'est dans le journal". Quoi que l'on dise par ailleurs sur le discrédit de la profession, la source journalistique semble encore authentifier une information et vérifier sa pertinence, sa fiabilité. Cette situation souligne le manque de valorisation des informations, des textes d'analyse, des documents originaux produits pour la liste de diffusion ou le site. Une lacune qui provient sans doute pour partie du nouveau style d'écriture par courrier électronique, quasi télégraphique et souvent laxiste, mais aussi d'un choix de non-interventionnisme rédactionnel. Le *webmaster* se contente de transcrire en code "html" les documents reçus pour les monter sur le site, mais ne sent pas l'âme d'un rédacteur en chef, encore moins celle d'un commissaire politique. Il entend privilégier le caractère spontané, réactif de *zpjol*. C'est sans doute là son originalité par rapport à la rigidité des

formes de communication "institutionnelles", produites par un certain militantisme de bureau, qui est le lot commun des sites d'organisations plus structurées. Il préserve aussi son autonomie par rapport aux multiples rivalités qui n'ont pas manqué d'émailler le mouvement des sans-papiers.

LE MIRAGE DE LA COMMUNAUTÉ DES INTERNAUTES

Marc Chemillier a bien tenté une incursion dans le domaine journalistique, réalisant des entretiens avec différents protagonistes sans papiers. Et une plus grande professionnalisation du site ne l'aurait a priori pas rebuté. Un édito régulier sur la page d'accueil, il en a rêvé. Mais "je suis informaticien, pas éditorialiste !", répète-t-il. Sans doute faudrait-il aussi des rubriques régulières, vérifier les informations, bref, les contraintes habituelles d'un média "traditionnel". Le caractère décentralisé et virtuel du site ne le rend pas envisageable en l'état. La plupart des internautes associés à l'aventure ne se sont pratiquement jamais rencontrés de visu. L'idée de se réunir pour travailler ensemble sur un développement du site semble carrément incongrue pour nombre d'entre eux, qui se satisfont de la relation virtuelle. La fameuse "communauté des

internautes" tant vantée apparaît, dès lors, comme une réalité dématérialisée, comme un mirage : plus on s'approche du but, plus il s'éloigne. Il s'évapore. Comment, dans ces conditions, imaginer une pérennité du site ?

Marc Chemillier s'est arc-bouté sur son rôle de *webmaster* bénévole et désintéressé, maintenant à lui seul la cohésion du site, quitte à le mettre entre parenthèses lors de gros coups de fatigue. On ne pourra pas lui reprocher l'engouement passager pour internet, qui rend si rapidement obsolètes bien d'autres sites. Pour autant, en l'absence d'une dynamique associative en propre, il semble prisonnier d'une conception du "self made media" basée sur un volontarisme solitaire qui n'a pas en soi vocation à se transformer en dynamique collective, ni à s'inscrire dans la longue durée⁽⁸⁾. Le site subit aussi les contre-coups de l'éclatement du mouvement des sans-papiers, dispersé en de multiples collectifs locaux. La relative désaffection actuelle pour *zpjol* s'accompagne ainsi de l'apparition de nouveaux sites très confidentiels créés par ces derniers.

8) - Plusieurs théories du cyberactivisme insistent sur le caractère "tactique" des "zones libérées temporaires", le nomadisme et la volonté d'éviter toute médiation entre internautes. Cf. par ex. Hakim Bey, www.samizdat.net/biblioweb.

Enfin, on ne peut ignorer les conséquences de la *“fracture numérique”*. Un véritable clivage est ainsi apparu dans les milieux associatifs, entre ceux qui, connectés, ont accès à l’information via internet, et les autres, de plus en plus déconnectés. Alors, que dire des sans-papiers ! Contrairement à ce qu’aurait pu laisser croire aux incroyables l’image mythifiée d’Ababacar Diop cybernaute, ils n’ont été qu’une poignée à avoir utilisé eux-mêmes internet dans le cadre de la lutte. Ababacar Diop a cependant créé des cybercafés à Paris (XVIII^e) et au Sénégal. Objectif : permettre une liaison visio-phonique entre les immigrés et la famille ou les amis au pays. Devenu millionnaire après le

rachat par Vivendi, en mai 2000, de l’appellation Vis@vis qu’il avait déposée avec ses deux associés, il s’est aussi lancé dans l’*e-business* sur fond de *“mieux disant social”*.

Les internautes connectés sont en revanche assez représentatifs de ces fameux *“soutiens”* des sans-papiers, souvent issus des classes moyennes, qui participent aux mouvements sociaux *“par procuration”*, selon la formule aujourd’hui consacrée. Faute d’intérêt pour les expérimentations artistiques ou militantes dans le cyberspace lui-même (comme les e-pétitions et autres formes de *“désobéissance civile électronique”*), ces internautes ont peu à peu décroché. Il n’en reste pas moins que *zpa* a

inspiré beaucoup d’autres vocations associatives sur internet. C’est le cas pour des organisations issues de l’immigration, pour les chômeurs, pour les juristes du Gisti, etc. La création de la rubrique *“Ouvertures”*, à l’initiative d’Isabelle Saint-Saëns, infatigable relayeuse d’informations circulant sur le net et actuelle administratrice de la liste *zpa-jol*, pourrait permettre d’explorer plus avant les pistes de leur mise en réseau interassociative. À partir de la valorisation des ressources existantes, et d’une pédagogie alternative de l’internet mieux partagée, le site des sans-papiers se verrait ainsi ouvrir d’autres perspectives que celle d’un futur musée virtuel. ✱

pub